

Modernisation de la station de traitement d'eau potable des Ruinettes

Prestations d'ingénierie sectorielle
Coordination générale, spatiale et technique
Procédés de traitement des eaux et génie civil

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES Procédure ouverte

À compléter obligatoirement par le soumissionnaire :

Nom du bureau ou de l'entreprise responsable de l'offre :

Nom et prénom de la personne responsable de l'offre :

Adresse complète :

Téléphone :

Courriel :

Montant de l'offre en CHF (TVA comprise):

Date :

Signature(s) * :

Date :

Signature(s) * :

Date :

Signature(s) * :

Date :

Signature(s) * :

* Tous les membres d'un consortium ou d'un pool de mandataires doivent signer le présent document. Par sa signature, le soumissionnaire s'engage également sur le contenu de toutes les annexes.

Table des matières

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES.....	7
1.1 Nom et adresse de l'adjudicateur.....	7
1.2 Nom et adresse de l'organisateur de la procédure.....	7
1.3 Nature et importance du marché.....	8
1.4 Calendrier de la procédure (sous toutes réserves).....	11
2. APTITUDES ET COMPÉTENCES REQUISES.....	11
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	12
3.1 Délai pour la remise des offres.....	12
3.2 Présentation de l'offre.....	12
3.3 Recevabilité de l'offre.....	13
3.4 Inscription et demande du dossier d'appel d'offres.....	13
3.5 Émoluments d'inscription et/ou frais de dossier.....	13
3.6 Motifs d'exclusion.....	14
3.7 Conflit d'intérêt.....	14
3.8 Pré-implication.....	14
3.9 Association d'entreprises (consortium) ou de bureaux.....	16
3.10 Sous-traitance.....	16
3.11 Nombre d'offres admises.....	16
3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché.....	17
3.13 Devise monétaire applicable.....	17
3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations.....	17
3.15 Durée de validité de l'offre.....	17
3.16 Variante d'offre de la part du soumissionnaire.....	18
3.17 Indemnisation.....	18
3.18 Marché divisé en lots.....	18
3.19 Taxe sur la valeur ajoutée.....	18
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE.....	19
4.1 Bases légales.....	19
4.2 Engagements de l'adjudicateur.....	19
4.3 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution.....	20
4.4 Délai pour poser des questions.....	20
4.5 Ouverture des offres.....	21
4.6 Clarification des offres.....	21
4.7 Critères d'adjudication.....	22
4.8 Évaluation des offres.....	23
4.9 Barème des notes.....	23
4.10 Notation du prix.....	24
4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché.....	24
4.12 Comité d'évaluation à compléter cas échéant.....	25
4.13 Modifications de l'offre.....	25
4.14 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur.....	25
4.15 Interdiction des négociations.....	26
4.16 Contrôle et explications de l'offre.....	26

4.17 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales.....	26
4.18 Décision d'adjudication.....	27
4.19 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication.....	27
4.20 Voies de recours.....	27
4.21 Conclusion du contrat suite à la décision d'adjudication.....	28
5. ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE.....	28

RÉFÉRENCES NORMATIVES

Les documents ci-après, dans leur intégralité ou non, sont des références normatives auxquelles se réfère le présent appel d'offres :

- SIA 144:2013, Règlement des appels d'offres de prestations d'ingénierie et d'architecture.
- SIA 103:2020, Règlement concernant les prestations et honoraires des ingénieurs civils.
- SIA 108:2020, Règlement concernant les prestations et honoraires des ingénieurs et ingénieures spécialisés dans les domaines des installations du bâtiment, de la mécanique et de l'électrotechnique.
- Guide romand des marchés publics, version du 1^{er} mai 2020 mis à jour le 1.3.2021.
- ISO 9001:2015, Systèmes de management de la qualité — Exigences.
- ISO 14001:2015, Systèmes de management environnemental — Exigences et lignes directrices pour son utilisation.
- ISO 45001:2018, Systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail — Exigences et lignes directrices pour leur utilisation.

DOCUMENTS À REMETTRE

Les formulaires ci-dessous sont accessibles directement en ligne sur le site internet de SIMAP à l'adresse <https://www.simap.ch/>

Condition de participation :

Formulaire **A** : Caractéristiques du soumissionnaire.

Formulaire **B** : Attestation du soumissionnaire inscrit sur la ou les liste(s) permanente(s) concernée(s).

ou

Formulaire **C** : Attestation du soumissionnaire non-inscrit sur la ou les liste(s) permanente(s) concernée(s).

Formulaire **D** : Engagement du soumissionnaire à respecter l'égalité entre femmes et hommes.

Critères d'aptitude :

Formulaire **E** : Garanties financières et d'assurances.

Formulaire **F** : Attestation de l'Office des poursuites et faillites.

Formulaire **G** : Non-participation à la soumission pour les fournitures.

Formulaire **H** : Preuve de l'existence d'un mode reconnu de gestion de la qualité.

Remarque: en cas d'association de bureaux ou d'entreprises, chaque membre de l'association remplira et signera les formulaires **A, B, C, D, E, F, G et H**

Critères d'adjudication :

Formulaire **P** : Montant de l'offre et temps consacré.

Formulaire **Q** : Expérience et capacité du soumissionnaire.

Formulaire **R** : Organisation de l'équipe de projet.

Mémoire technique

AUTRES DOCUMENTS À REMETTRE AVEC L'OFFRE

- ☑ **Mémoire technique**, justificatif de la méthode de travail prévue pour la conduite et la réalisation du projet.

Ce document contiendra tous les renseignements utiles permettant d'apprécier la qualité de l'offre du soumissionnaire, respectivement de l'association de bureaux. Le mémoire comprendra notamment les éléments suivants :

- La compréhension du projet en particulier face aux contraintes imposées par le site et les difficultés éventuelles identifiées par le soumissionnaire lors de son analyse du projet et des documents de l'avant-projet.
- Les dispositions envisagées par le soumissionnaire pour traiter ces contraintes et difficultés liées au traitement des eaux en tenant compte de leurs spécificités.
- La manière dont le soumissionnaire entend réaliser les prestations demandées dans le respect des délais et le phasage du projet.
- Les méthodes que le soumissionnaire entend proposer et mettre en œuvre pour assurer la maîtrise des impacts environnementaux du projet.

Le mémoire technique **doit être synthétique et ne dépassera pas quinze pages au format A4.**

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE

- ☑ Le présent règlement de la procédure :
UFRU_99_AMO_V1 règlement ingenierie coordination
(en ligne sur <https://www.simap.ch>).
- ☑ Le cahier des charges du marché :
UFRU_99_AMO_V1 cahier des charges
(en ligne sur <https://www.simap.ch>).
- ☑ Directive du maître d'ouvrage relatif au format des données :
DIR_nommage des objets_22-06-2021
(en ligne sur <https://www.simap.ch>).
- ☑ Les études réalisées lors de l'avant-projet et des analyses préliminaires (en ligne sur <https://www.simap.ch>):
 - RAP_CSD_Diagnostic_et_Mesures_2018-12-20. Rapport de diagnostic et mesures complémentaires.
 - RAP_CSD_Diagnostic_polluants_du_bati-annexes_2018-10-29. Diagnostic des polluants dans le bâtiment avant la réalisation des travaux.
 - RAP_CSD_Note_Budgetaire_2018-07-05. Planification des travaux envisagées en 2018 et note budgétaire.
 - VD6934.300 Rapport Verbier Ruinettes – revA - avec plans. Rapport d'avant-projet avec analyse des eaux et dossier de plans.
 - Verbier Les Ruinettes_ 12F111 étude réhabilitation Document technique_20200619pfa. Etude technique et dimensionnement de la filière de traitement. Dossier élaboré par l'entreprise Wabag Technique de l'Eau SA.
 - 12F111 – plans. Dossier de plans et coupes élaborés par l'entreprise Wabag Technique de l'Eau SA

En cas de problème de téléchargement, ces documents peuvent aussi être demandés par courrier électronique à l'adresse suivante :

mch@mch-consultants.ch

AUTRES DOCUMENTS QUI PEUVENT ÊTRE CONSULTÉS AUPRÈS DE L'ADJUDICATEUR

L'adjudicateur dispose d'un dossier de projet comprenant les plans d'exécution des travaux réalisés lors de la construction et travaux de réfection de la station de traitement des eaux des Ruinettes. Ces documents peuvent être consultés sur demande à l'adresse suivante :

ALTIS
Place de Curala 5
1934 Le Châble VS

Les heures d'ouverture sont accessibles à l'adresse : <https://www.altis.swiss/>

Au vu de la situation sanitaire due à la pandémie de Coronavirus, les heures d'ouverture et les conditions d'accès sont susceptibles de varier. Il est donc conseillé de se renseigner au préalable de toute consultation en prenant contact par téléphone.

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET

- Lois, règlements et ordonnances cantonaux d'application sur les marchés publics :
<https://simap.ch>
- Loi fédérale sur les marchés publics (LMP) du 16 décembre 1994 :
<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19940432/index.html>
- Ordonnance sur les marchés publics (OMP) du 11 décembre 1995 :
<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19950538/index.html>
- Loi concernant l'adhésion du canton du Valais à l'accord intercantonal sur les marchés publics (LcAIMP) du 08.05.2003 :
https://lex.vs.ch/app/fr/texts_of_law/726.1
- Ordonnance sur les marchés publics du 11.06.2003 :
https://lex.vs.ch/app/fr/texts_of_law/726.100
- Contrats-type SIA 1001/1, 1001/2, 1001/3, 1001/11 et SIA 1023 :
<http://www.sia.ch/fr/services/sia-norm/contrats/>
- Ordonnance concernant la tenue de listes permanentes :
https://lex.vs.ch/app/fr/texts_of_law/726.101
- Information sur la santé et protection de la santé au travail pour le canton du Valais :
<https://www.vs.ch/web/spt/securite-et-protection-de-la-sante-au-travail>
- Accès à la directive «d'appel à des médecins et autres spécialistes de la sécurité au travail» (directive MSST) :
<https://www.ekas.admin.ch/index-fr.php?frameset=20>
- Ordonnance sur la prévention des accidents OPA du 19.12.1983 :
<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19830377/index.html>
- Accès aux directives CFST pour la sécurité au travail :
<http://directives.cfst.ch/Default.aspx?LG=fr-CH>

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Service des eaux de la Commune de Val de Bagnes
p.a. ALTIS
Place de Curala 5
1934 Le Châble VS

1.2 Nom et adresse de l'organisateur de la procédure

ALTIS
Place de Curala 5
1934 Le Châble VS
&
mch-consultants
Sur la Croix 13
1071 Rivaz

Les documents relatifs à l'appel d'offres sont téléchargeables sur la plateforme du système d'information sur les marchés publics en Suisse SIMAP à l'adresse <https://www.simap.ch>.

En cas de problème de téléchargement, ils peuvent aussi être demandés par courrier électronique à l'adresse suivante :

mch@mch-consultants.ch

1.3 Nature et importance du marché

A) Descriptif complet du marché en annexe
«UFRU_99_AMO_V1 cahier des charges»
(art 5. SIA 144:2013)

B) Résumé du projet ci-après.

Résumé succinct

En fonction depuis le 15 décembre 1967, l'installation de traitement de l'eau potable des Ruinettes alimente Verbier à partir d'un prélèvement dans le lac de Louvie. Historiquement, cette installation s'intègre dans le remplacement de l'alimentation en eau du bisse de Levron qui existait depuis 1465. C'est à l'occasion de la réalisation du barrage de Mauvoisin que fut décidé de remplacer ce bisse par une adduction prenant en compte le développement touristique de la région.

Déjà à l'origine, il avait fallu résoudre un certain nombre de difficultés afin d'éliminer les matières organique et minérale présentes dans les eaux du lac de Louvie. C'est pour cette raison que la filière initiale de traitement comprenait des étapes de floculation, de filtration, de traitement du fer avant la désinfection de l'eau. À l'origine, la capacité de la station permettait de couvrir les besoins en eau potable de 10'000 personnes.

En vue de faire face à l'augmentation de la population de Verbier et la nécessité d'améliorer la qualité de l'eau, les services industriels de Bagnes ont démarré en 1980 des travaux d'accroissement de la station pour un investissement de l'ordre de 3 millions de francs de l'époque.

En 1983 s'est achevée une étape d'agrandissement de la station de filtration afin de pouvoir alimenter quelques 37'000 habitants. Pour ce faire, la capacité a été augmentée de 70 litres par seconde à 150 litres par seconde. Une étape de minéralisation de l'eau a aussi été ajoutée.

Aujourd'hui, cette station doit être rénovée en prenant en compte des critères techniques mais aussi l'évolution des besoins en eau à l'horizon 2050 pour la population résidente et touristique de Verbier.

Le maître d'ouvrage, la société Altis, service industriel pour la région de Bagnes, approvisionne plus de 15'000 ménages en électricité et en eau. Avec un réseau d'eau de 468 km, Altis gère les tâches d'adduction et de distribution de l'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'eau d'irrigation.

La nouvelle station de production d'eau potable ainsi réhabilitée devra répondre aux principaux objectifs suivants :

- A) Fournir un débit journalier moyen de 100 l/s soit 8'640 m³/j.
- B) Assurer la qualité de l'eau, en particulier lors des pointes de turbidité.
- C) Répondre aux attentes techniques du maître d'ouvrage.
- D) Être adaptée à la situation géographique du site.

Ainsi, l'objectif de la réhabilitation et de l'extension de cette station est de garantir une capacité de production d'eau potable suffisante jusqu'à l'horizon 2050.

À ce jour, plusieurs analyses et études ont été réalisées afin d'identifier les procédés de traitement réalisables sur le site de la station de traitement des Ruinettes.

La solution retenue par le maître d'ouvrage comprend la mise en place d'un traitement de l'eau par ultrafiltration et la suppression de la désinfection actuellement réalisée au moyen d'une chloration.

Au vu de la nature physico-chimique des eaux, il sera nécessaire de maintenir une étape de reminéralisation avant la distribution de l'eau potable.

Le processus général de la chaîne de traitement des eaux qui sera réalisée est présenté à la figure 1 suivante :

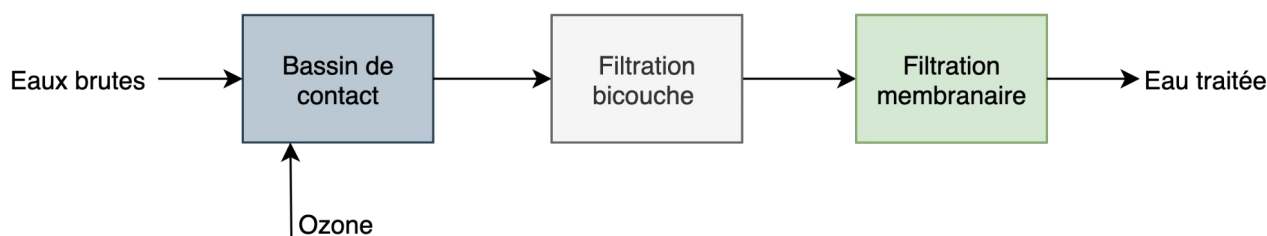


Fig. 1 Principe de la future chaîne de traitement des eaux usées

Objet du marché :

Réhabilitation de la station de production d'eau potable des Ruinettes, afin de garantir la production de l'eau potable jusqu'à l'horizon 2050 au moyen d'un traitement des eaux par ultrafiltration et sans recourir au chlore pour la désinfection finale de l'eau.

Les travaux comprennent les travaux d'ingénierie en vue de modifier et de mettre à niveau la chaîne de traitement des eaux soit les choix des procédés à mettre en œuvre, le suivi et la réalisation des travaux tant sur le plan du génie civil que des procédés de traitement des eaux.

Les prestations attendues comprennent aussi la coordination générale du projet, la direction générale des travaux ainsi que la coordination technique et spatiale durant toutes les phases du projet.

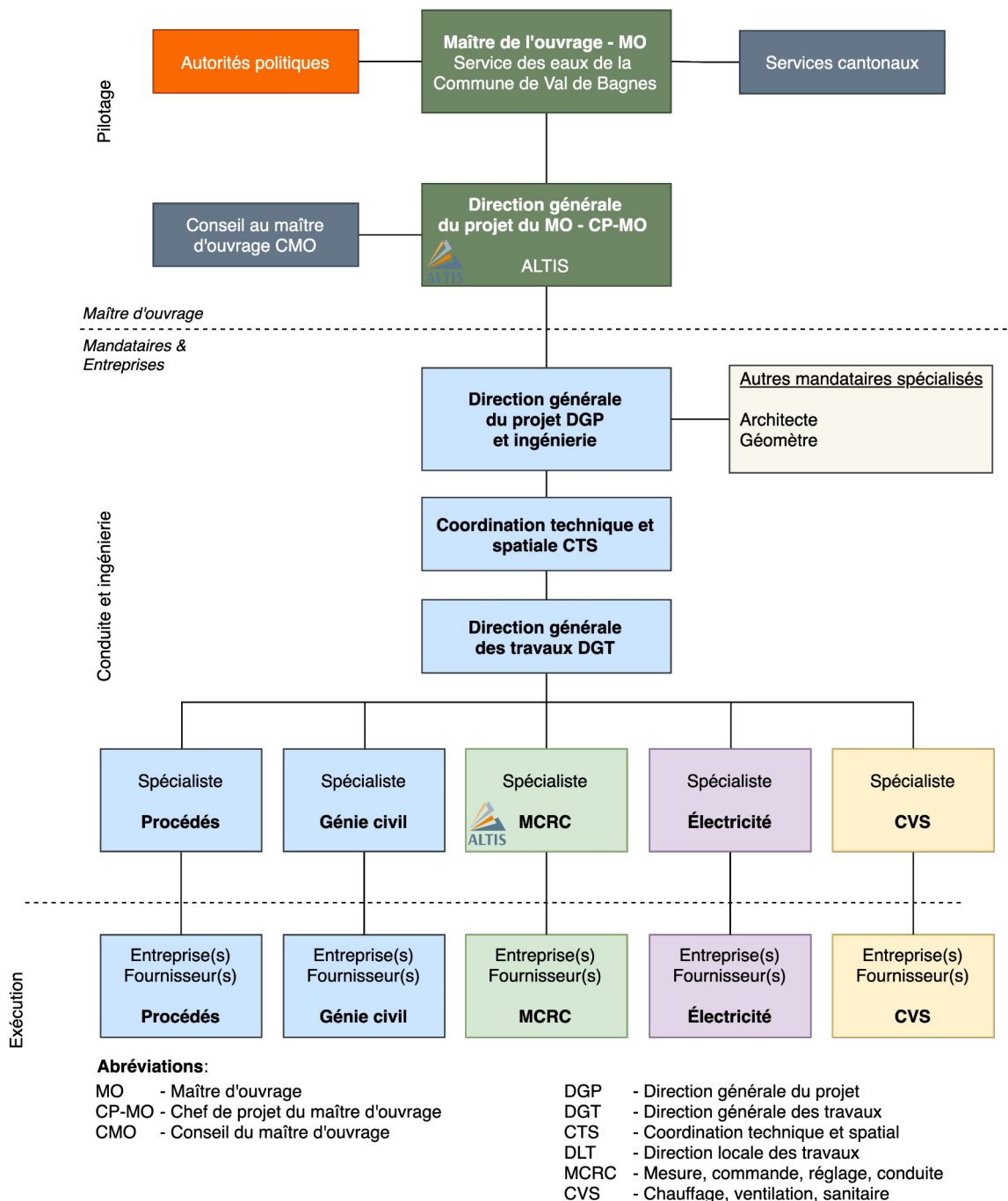
Le mandataire devra se coordonner avec les autres spécialistes à savoir les spécialistes du MCRC, Électricité et CVS.

Les phases SIA couvertes par le présent appel d'offres vont de la phase 31 (avant-projet) à la phase 53 (mise en service des ouvrages).

Dans la mesure où un avant-projet a déjà été réalisé, la phase 31 sera donc une phase partielle.

Organisation du projet :

L'organisation générale du projet est présentée ci-après. Une description détaillée des rôles des parties prenantes et des acteurs au projet est fourni dans le cahier des charges accompagnant le règlement de la procédure.



1.4 Calendrier de la procédure (sous toutes réserves)

Un planning prévisionnel est présenté dans le cahier des charges.

Les dates principales sont les suivantes :

Date de la publication officielle du marché	vendredi 2 juillet 2021
Date de la visite du site (§4.3, p.20)	jeudi 15 juillet 2021 à 10h30
Délai pour le dépôt des questions (§4.4, p.20)	mercredi 21 juillet 2021
Délai pour les réponses de l'adjudicateur	mercredi 28 juillet 2021
Délai pour le dépôt des offres (§3.1, p.21)	jeudi 12 août 2021
Date de l'ouverture des offres (§4.5, p.21)	mardi 17 août 2021 à 11h
Date de l'éventuelle séance de clarification (§4.6, p.21)	sans objet
Date de la décision d'adjudication	vendredi 3 septembre 2021
Date envisagée pour la signature du contrat	vendredi 24 septembre 2021
Réalisation du projet et des travaux :	septembre 2021 – mai 2023

Un planning détaillé sera élaboré au début des travaux en concertation avec tous les acteurs et parties prenantes du projet.

Les prestations d'ingénierie sectorielle faisant l'objet du présent marché se dérouleront entre septembre 2021 et mai 2023.

2. APTITUDES ET COMPÉTENCES REQUISES

Pour cette procédure ouverte, le soumissionnaire doit posséder au minimum les compétences, aptitudes et formations suivantes pour l'exécution du marché, sous peine d'exclusion de la procédure :

Conditions de participation

- Remplir et signer le formulaire **A** relatif aux caractéristiques du soumissionnaire.

Conformément à l'article 15 de l'Ordonnance sur les marchés publics du canton du Valais du 11.06.2003, le formulaire établi par le Service de protection des travailleurs et des relations du travail doit être joint à l'offre, attestant que le soumissionnaire inscrit sur une liste permanente ainsi que ses sous-traitants respectent les dispositions relatives à la protection des travailleurs, aux conditions de travail et de salaires au lieu d'exécution des travaux ou au lieu de leur siège ou domicile en Suisse et qu'ils sont en règle avec le paiement des charges sociales.

- Un des deux formulaires **B** ou **C** est à retourner, dûment rempli et signé, avec l'offre, de manière à permettre le contrôle du respect des exigences sociales, économiques et professionnelles.
- Remplir et signer le formulaire **D** relatif à l'engagement à respecter l'égalité entre femmes et hommes.
- La langue française doit être maîtrisée par l'ensemble de l'équipe de projet.
- Acceptation des conditions administratives de la procédure d'appel d'offres par la signature du présent document «UFRU_99_AMO_V1 reglement

ingenierie coordination».

Critères financiers et économiques :

- Assurance responsabilité civile d'une couverture minimale à trois millions de francs suisses (CHF 3'000'000.-) assurant la couverture contre les dommages aux personnes et aux choses (Formulaire **E**).
- Attestation de l'Office des poursuites et faillites (Formulaire **F**).

Critères techniques :

- L'offre doit être complète et conforme aux exigences et contraintes du cahier des charges.

Critères organisationnels :

- Ne pas être fournisseur de biens d'équipements et/ou de matériel pour la réalisation des travaux (Formulaire **G**).
- Acceptation des conditions administratives de la procédure d'appel d'offres par la signature du présent document «UFRU_99_AMO_V1 reglement ingenierie coordination».
- Disposer d'un système de gestion de la qualité (Formulaire **H**).

La participation des associations d'entreprises et/ou de bureaux est réglée au paragraphe 3.9 en page 16. Les conditions relatives à la sous-traitance sont décrites au paragraphe 3.10 en page 16 du présent document.

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

L'offre doit être envoyée par voie postale et **le cachet postal fait foi** pour le respect du délai du **jeudi 12 août 2021** selon la date indiquée dans le calendrier de la procédure au chapitre 1.4 auprès de :

ALTIS
Place de Curala 5
1934 Le Châble VS

Il appartient au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance. Les offres hors délai seront exclues de la procédure.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son offre complète datée et signée sous forme papier (la forme papier fait foi) en **1 exemplaire**.

Le soumissionnaire doit aussi fournir son offre complète, datée et signée, en **1 exemplaire** sous forme clé USB ou CD-ROM. Le soumissionnaire est responsable du fait que le contenu de la version électronique est identique à la version papier.

Le soumissionnaire devra respecter strictement la forme et le contenu demandé par

l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Les croquis éventuels devront être explicites et les textes devront posséder un format qui facilite la lecture.

Tous les documents devront être soigneusement agrafés, reliés ou intégrés dans un classeur A4. L'ordre des documents doit permettre la recherche aisée de l'information.

Le nom du projet qui devra impérativement figurer sur l'offre est :

Marché « Ingénierie-coordination, station des Ruinettes »
Ne pas ouvrir

L'adjudicateur recommande l'utilisation des formulaires pdf téléchargeables sur la plateforme SIMAP pour répondre au présent appel d'offres.

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres qui respectent les conditions de participation, à savoir les offres qui :

- A) Sont arrivées signées et datées dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixées.
- B) Sont accompagnées des attestations, preuves et documents demandés par l'adjudicateur, **d'une durée de validité maximale de 3 mois.**
- C) Sont présentées dans la langue exigée par l'adjudicateur (soit la langue française).
- D) Sont remplies selon les indications de l'adjudicateur.

En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie.

3.4 Inscription et demande du dossier d'appel d'offres

Le dossier est uniquement téléchargeable sur le site Internet SIMAP.CH (<https://www.simap.ch>) et ne peut pas être demandé par courrier postal ou par une autre voie électronique.

Il est recommandé au soumissionnaire de conserver le code d'accès fourni par le site internet. Ce code d'accès lui permet d'accéder directement au marché tant que celui-ci est publié sur le site internet.

3.5 Émoluments d'inscription et/ou frais de dossier

Aucun émoulement n'est perçu pour la mise à disposition des documents d'appel d'offres.

3.6 Motifs d'exclusion

Outre les motifs de non recevabilité de son offre, un soumissionnaire sera exclu de la procédure :

- S'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (clé USB, CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier ;
- S'il ne respecte pas les conditions de participation du présent document ;
- S'il n'a pas remis avec son offre les annexes nécessaires à l'évaluation des critères d'aptitude et d'adjudication annoncés ;
- S'il ne dépose pas, dans le délai fixé au chapitre 1.4 en page 11, une offre complète, signée et datée, à l'adresse fixée.

Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.7 Conflit d'intérêt

Le soumissionnaire annonce à l'adjudicateur, dès qu'il a connaissance d'un potentiel conflit d'intérêt, mais au plus tard lors du dépôt de son offre, s'il se trouve en conflit d'intérêt avec un des membres du comité d'évaluation des offres.

Un membre du comité d'évaluation ou de l'autorité adjudicatrice doit se récuser dès qu'il constate qu'il est en conflit d'intérêt potentiel avec un soumissionnaire.

Le cas échéant, il appartient à l'adjudicateur, dans la mesure du possible, de remplacer le membre concerné.

3.8 Pré-implication

Toutes les personnes, entreprises et bureaux qui ont participé à la préparation et à l'organisation de la présente procédure, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents d'appel d'offres, ou qui ne sont pas autorisés par l'adjudicateur à y participer, sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Ils ne peuvent donc pas transmettre des informations ou des documents à des tiers, qu'ils participent ou non à la procédure, sauf sur autorisation de la part de l'adjudicateur ou de l'organisateur après consultation de l'adjudicateur, ceci pour autant que tous les soumissionnaires en soient informés dans le même délai.

Le fait qu'un soumissionnaire ait pu obtenir une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres soumissionnaires, représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure. L'adjudicateur se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts s'il estime que cela a nui à l'efficacité de la mise en concurrence ou que cela lui a apporté un préjudice important.

- ☒ Un prestataire ou une entreprise externe susceptible de pouvoir répondre à cet appel d'offres a été sollicité afin de soutenir l'adjudicateur ou son mandataire lors de l'élaboration du cahier des charges. L'adjudicateur a obtenu de ce prestataire de ne pas participer à la procédure.

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure selon les conditions précitées (art 14.3 SIA 144:2013) :

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation réalisée
<i>mch</i> -consultants	BAMO et aide à l'élaboration des cahiers des charges et règlement de la procédure.

- ☒ Un prestataire ou une entreprise externe a été sollicité(-e) préalablement à l'appel d'offres (pré-implication). L'adjudicateur autorise toutefois ce prestataire ou cette entreprise externe à participer à la présente procédure comme soumissionnaire dès lors qu'il n'a participé ni à l'élaboration du cahier des charges ni à l'organisation administrative de la procédure d'appel d'offres.

La prestation s'est limitée à formuler des renseignements marginaux, sur demande de l'adjudicateur, avant l'élaboration du cahier des charges, de façon à ce qu'il n'en résulte pas pour le soumissionnaire un avantage particulier ou exclusif.

Les documents établis (rapport et autres analyses) sont remis en annexe de cet appel d'offres et les délais légaux minimaux sont prolongés en conséquence.

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui ont été autorisés à participer à la procédure selon les conditions précitées (art. 14 SIA 144:2013) :

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation réalisée
CSD Ingénieurs SA	Élaboration d'études d'avant-projet de réalisation des travaux de réhabilitation de la station de traitement des Ruinettes.
WABAG Technique de l'Eau SA	Élaboration d'études d'avant-projet de réalisation des travaux de réhabilitation de la station de traitement des Ruinettes.

3.9 Association d'entreprises (consortium) ou de bureaux

L'association d'entreprises (consortium) ou de bureaux pour le rendu d'une offre en tant que soumissionnaire est admise, mais est limitée à **deux** membres associés.

Il est en outre précisé qu'un mandataire ou une entreprise n'est pas autorisé(-e) à participer, en qualité de membre associé, à plusieurs associations d'entreprises (consortium) ou de bureaux.

Le soumissionnaire a la possibilité de proposer plusieurs entreprises ou bureaux associés pour remplir les compétences requises. Le nombre de bureaux ou d'entreprises **par compétence est limité à deux**.

En cas d'association d'entreprises (consortium) ou de bureaux pour l'exécution du marché, le soumissionnaire devra indiquer dans le formulaire **A** les noms de toutes les entreprises et bureaux associés.

L'association d'entreprises (consortium) ou de bureaux ne doit pas nuire à la saine et efficace concurrence et ne doit pas créer une position cartellaire. Chaque membre devra répondre aux mêmes exigences et conditions de participation à la procédure.

Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple, au sens des articles 530 et ss du Code suisse des obligations (CO). En dérogation à l'article 535 du CO, les associés nommeront une entreprise ou un bureau « pilote » qui a qualité de mandataire général pour agir en leur nom auprès de l'adjudicateur et pour recevoir valablement toute communication de la part de ce dernier.

Ce « pilote » est le garant des bons rapports entre associés. Chaque membre répond personnellement et solidairement des engagements et de toutes obligations pris par les associés résultant de ce contrat, dans les limites fixées par le CO.

En cas de carence ou de disparition de l'un des membres, la suite de l'exécution du marché sera assumée par les autres, sans préjudice des conséquences financières et juridiques découlant de la situation. La dissolution ne pourra intervenir qu'après l'extinction des délais légaux de garantie.

Le non-respect de ces exigences amènera l'adjudicateur à prendre une décision d'exclusion des offres concernées.

3.10 Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise et ne sera donc pas prise en considération. Le cas échéant, l'offre sera exclue de la procédure.

3.11 Nombre d'offres admises

Pour un marché déterminé, un mandataire, une entreprise ou une société, ainsi qu'un consortium d'entreprises ou une association de bureaux, le cas échéant, ne peut déposer qu'une offre en qualité de soumissionnaire. Les bureaux ou entreprises portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Les bureaux ou entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont

l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au soumissionnaire concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres soumissionnaires portant ou non la même raison sociale.

Le non-respect de ces exigences amènera l'adjudicateur à prendre une décision d'exclusion des offres concernées.

3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue acceptée pendant la durée de la procédure, pour toute information, documentation, audition et échanges de courrier, est **le français**.

La langue acceptée lors de l'exécution du marché, pour toute information, documentation et échanges de courrier, est **le français**.

3.13 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le franc suisse**.

Lorsque le CHF n'est pas appliqué, l'adjudicateur détermine le taux de conversion au dernier jour du délai pour la remise des offres.

3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations

Les documents qui sont remis par l'adjudicateur aux soumissionnaires restent confidentiels pour la durée de la procédure jusqu'à et y compris l'extinction complète de toute voie de recours. Ils demeurent la propriété de l'adjudicateur.

Tous les documents déposés par le soumissionnaire dans le cadre de son offre, sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. **Lors du dépôt de son offre, il appartient au soumissionnaire d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.**

L'adjudicateur conservera les offres de tous les soumissionnaires tant que ne sont pas éteints tous les droits de recours.

Il est rappelé que l'adjudicateur doit conserver les documents de l'offre de l'adjudicataire pour une durée minimale de 10 ans suite à la décision d'adjudication notifiée par écrit.

3.15 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 12 mois à compter de la date du dépôt de l'offre.

Dans la situation où le marché ne pourrait être adjudgé dans le cadre du délai indiqué, l'offre sera automatiquement adaptée selon l'évolution de l'IPC de l'année précédente et ainsi de suite d'année en année.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre

en question le bien-fondé de la décision d'adjudication.

La justification peut également s'appuyer sur un élément extérieur indépendant de la volonté du soumissionnaire, voire sur une erreur essentielle au sens de l'art. 24, alinéa 1, chiffre 4 du Code des obligations (CO). Le cas échéant, l'intéressé engage sa responsabilité contractuelle en application de l'art. 26 du CO.

3.16 Variante d'offre de la part du soumissionnaire

Les variantes ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication. Toutefois, si un soumissionnaire a néanmoins déposé des propositions d'optimisation du cahier des charges, des suggestions de modification de la liste des matériaux ou des équipements, ou une variante d'exécution, l'adjudicateur peut en tenir compte lors des discussions contractuelles si ce soumissionnaire est adjudicataire du marché.

3.17 Indemnisation

L'élaboration d'une offre ne donne droit à aucune indemnité. Le soumissionnaire ne peut donc faire valoir une note de frais, un dédommagement ou une indemnisation auprès de l'adjudicateur pour toute démarche se rapportant à la procédure ou au rendu de son offre.

3.18 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas divisé le marché en lots. En conséquence, le soumissionnaire a l'obligation de fournir une offre pour l'ensemble du marché (offres partielles exclues).

3.19 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, le montant de l'offre est considéré TVA incluse. Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché.

Le critère du prix sera évalué et noté TVA incluse.

Il est rappelé que l'adjudicateur estime la valeur du marché par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

Le pouvoir adjudicateur doit évaluer le prix des offres en tenant compte de la TVA lorsque celle-ci est applicable.

En cas d'exonération, l'évaluation du prix de l'offre concernée s'effectue sans tenir compte de la TVA. Cela signifie que les prix pratiqués par les prestataires ordinaires, non exonérés, comprennent un montant de TVA, alors que le prestataire exonéré proposera une offre sans la TVA.

Le cas échéant, il appartient au soumissionnaire concerné d'apporter la preuve de l'exonération en citant, par exemple, l'article de loi applicable.

Le principe de l'égalité de traitement n'est pas violé par cette approche, à condition que l'exemption est légale et que les conditions du marché soient acceptées sans corrections ou réserves.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE

4.1 Bases légales

La procédure est :

- Non soumise à l'accord de l'OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94.
- Non soumise à l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002.
- Non soumise à la loi fédérale sur les routes nationales (LRN) du 08.03.60 et Ordonnance sur les routes nationales (ORN) du 18.12.1995.
- Soumise à la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (Loi sur les cartels, Lcart) du 6 octobre 1995.
- Soumise à la Loi fédérale contre la concurrence déloyale (LCD) du 19 décembre 1986.
- Soumise à la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 6 octobre 1995.
- Soumise à la Loi fédérale sur le travail au noir (LTN) du 17 juin 2005.
- Soumise à la Loi fédérale sur les travailleurs détachés (LDét) du 8 octobre 1999.
- Soumise à l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.2001, ainsi que ses directives d'exécution.
- Soumise à la Loi concernant l'adhésion du canton du Valais à l'accord intercantonal sur les marchés publics (LcAIMP) du 8 mai 2003.
- Soumise à l'Ordonnance sur les marchés publics du 11 juin 2003 ;
- Soumise à l'Ordonnance concernant la tenue de listes permanentes du 11 juin 2003 ;

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'État du canton du Valais ou téléchargés sur le site du recueil systématique du canton du Valais à l'adresse https://lex.vs.ch/app/fr/systematic/texts_of_law ou sur le site internet de SIMAP à l'adresse <https://www.simap.ch/>.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des soumissionnaires à :

- Traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire.
- Interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du soumissionnaire.
- Organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté.
- Assurer la transparence de la procédure.
- Garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

Une visite du site d'exécution est organisée à la date indiquée dans le calendrier de la procédure §1.4 en page 11 de ce document, à l'adresse suivante :

ALTIS
Place de Curala 5
1934 Le Châble VS

La visite du site fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été transmises sur place, ainsi que les questions posées par les soumissionnaires présents et les réponses données par l'adjudicateur. Le procès-verbal sera transmis à tous les soumissionnaires, qu'ils aient été présents ou non à la séance d'information.

En raison de l'accès au lieu d'exécution, **il est demandé au soumissionnaire qui souhaite participer à la visite de s'annoncer au moins trois jours avant la visite** à l'adresse suivante :

mch@mch-consultants.ch

Ceci permettra au maître d'ouvrage d'organiser le transport sur le site.

Au vu de la particularité du marché, la visite du site n'est pas obligatoire.

Au vu de la situation sanitaire due à l'épidémie de coronavirus, le maître de l'ouvrage respectera strictement les mesures d'hygiène et de protection des personnes s'agissant de la visite du site.

4.4 Délai pour poser des questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard à la date indiquée dans le calendrier de la procédure, auprès de l'organisateur de la procédure (cf. calendrier de la procédure §1.4 en page 11 de ce document).

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises :

- ☒ via le forum SIMAP.CH
- ☒ par courrier électronique à l'adresse mch@mch-consultants.ch. Le titre du message comprendra « Réhabilitation de la station des Ruinettes ».

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions sous la forme d'un fichier qui pourra être téléchargé sur le site Internet SIMAP.CH voire par courrier électronique.

L'adjudicateur recommande aux soumissionnaires de conserver leur code d'accès au site Internet fourni par ce dernier après que le soumissionnaire s'y soit inscrit.

Pour les soumissionnaires qui ont demandé le dossier par écrit, ils recevront la liste des questions et des réponses par courrier électronique. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.5 Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en présence des soumissionnaires qui ont déposé une offre, ainsi que des éventuels représentants de l'association professionnelle en rapport avec le marché mis en concurrence.

Le procès-verbal peut être obtenu par tous les soumissionnaires et les associations professionnelles sur demande écrite adressée à l'adjudicateur, à partir de la date de l'ouverture des offres (art. 18, chiffre 3 de 18 de l'Ordonnance sur les marchés publics du 11 juin 2003).

L'ouverture publique des offres aura lieu le :

Mardi 17 août 2021 à 11h00

auprès de

ALTIS
Place de Curala 5
1934 Le Châble VS

Au vu de la situation sanitaire due à l'épidémie de coronavirus, il est demandé aux personnes souhaitant participer à l'ouverture des offres de s'annoncer au préalable à l'adresse mch@mch-consultants.ch d'ici au lundi 16 août 2021 à 12h00. Le maître de l'ouvrage respectera strictement les mesures d'hygiène et de protection des personnes pour la séance d'ouverture publique des offres.

4.6 Clarification des offres

Aucune séance de clarification n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions par écrit à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises. Le cas échéant, le soumissionnaire ne pourra pas modifier son offre, au risque de se voir exclu de la procédure.

Si l'adjudicateur souhaite néanmoins fixer une séance de clarification afin de vérifier certains aspects d'une offre, il en informera le soumissionnaire concerné et les échanges feront l'objet d'un procès-verbal. Le procès-verbal mentionnera également le lieu, la date, la durée et les noms des personnes présentes. Le procès-verbal ne sera pas transmis aux autres soumissionnaires.

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance, les suivants :

		Poids	Points maximum
1. Montant de l'offre et temps consacré (Formulaire P) – 30 %			
1.1	Montant (TVA comprise) et offre financière.	20%	100
1.2	Rendement de l'offre, temps consacré.	10%	50
2. Mémoire technique – 28 %			
2.1	Compréhension du projet face aux difficultés identifiées.	10%	50
2.1	Dispositions proposées pour traiter des contraintes liées au traitement des eaux sur le site et son emplacement.	8%	40
2.1	Respect des délais de réalisation du projet et phasage.	5%	25
2.1	Mesures de maîtrise des impacts environnementaux du projet.	5%	25
3. Expérience et capacité du soumissionnaire (Formulaire Q) – 24 %			
3.1	Réalisation ou réfection de filières de production d'eau potable d'un montant \geq 3'000'000 CHF, TVA non comprise, comprenant réalisation d'ouvrages de génie civil et la mise en œuvre de procédés de potabilisation des eaux.	12%	60
3.2	Réalisation d'installations de production d'eau potable par une ultrafiltration.	8%	40
3.3	Expériences spécifiques dans les domaines suivants : études et analyses d'eau de surface en milieu alpin.	4%	20
4. Organisation de l'équipe de projet (Formulaire R) – 18 %			
4.2	Organisation de l'équipe de projet (responsabilités, suppléances, flux décisionnels et d'information).	9%	45
4.3	Qualifications des personnes-clés pour exécuter le marché selon les exigences et contraintes du cahier des charges.	9%	45
Total		100%	500

Les critères et sous-critères d'adjudication et leur pondération sont définitifs.

Un critère d'adjudication peut être divisé en sous-critères d'adjudication. Lorsque l'adjudicateur détermine des sous-critères auxquels il attache une importance particulière ou qui sortent de ce qui est communément observé pour définir le critère principal auquel ils se rapportent, il doit les communiquer par avance et indiquer leur pondération respective.

Il est fait exception à cette règle lorsque les sous-critères servent uniquement à concrétiser le critère d'adjudication publié (sous-critères dits « inhérents » au critère principal).

4.8 Évaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur l'offre, ainsi que sur les indications fournies par les soumissionnaires et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux soumissionnaires préalablement. Un critère ne sera pas utilisé deux fois durant une procédure, notamment lors d'une procédure sélective. L'évaluation des offres est placée sous la responsabilité de l'adjudicateur qui peut s'adjoindre l'aide d'un collège d'experts ou d'un comité d'évaluation. L'adjudication est attribuée à l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir après évaluation qualitative et/ou financière de l'offre, en adéquation avec les attentes de l'adjudicateur sous la forme de critères d'adjudication.

Au vu de la **procédure ouverte**, l'adjudicateur a décidé de ne pas noter les critères d'aptitude et de noter exclusivement les critères d'adjudication.

En cas d'offres jugées équivalentes (égalité de points) entre deux ou plusieurs soumissionnaires pressentis pour être adjudicataires, l'adjudicateur peut choisir librement l'adjudicataire.

4.9 Barème des notes

L'échelle de notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). À part pour l'évaluation du prix et du temps consacré (Formulaire **P**) qui sera notée jusqu'au centième (par exemple 2.48), un critère ou sous-critère qualitatif sera noté jusqu'à la demi-note (par exemple 2.5). Il est rappelé qu'une évaluation d'un critère ou d'un sous-critère peut être faite autant en rapport avec les exigences du marché qu'en comparaison entre les soumissionnaires.

Les appréciations générales déterminant chaque note sont définies comme suit :

Note	Appréciation	Commentaire
0	Inacceptable	Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
1	Faible	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
2	Insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
3	Suffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats
4	Bon	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
5	Excellent	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera conformément à la méthode de notation du guide romand sur les marchés publics T^{1,5}.

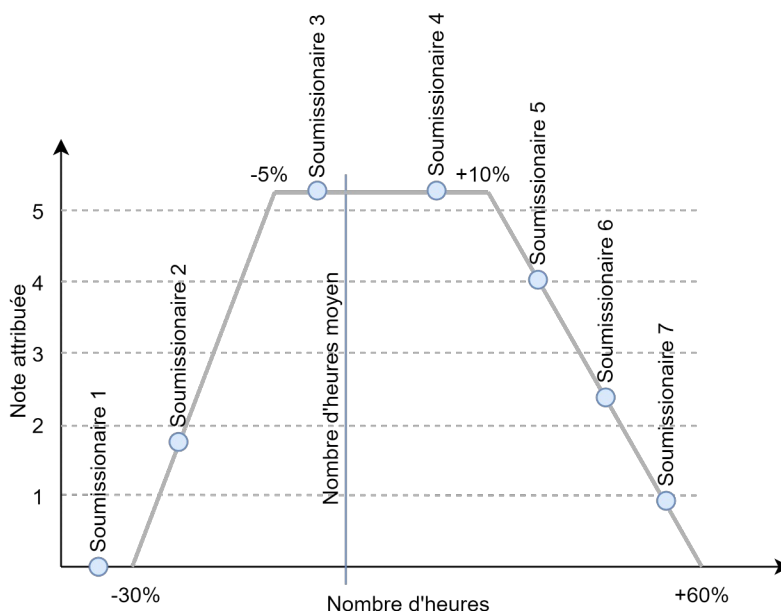
La note maximale de 5 est obtenue pour l'offre la moins chère.

La note des autres offres se détermine en calculant le montant de l'offre la moins disante à la puissance 1.5, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 1,5. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins disante.

$$Note_{offre_y} = \left(\frac{\text{coût de l'offre}_{min}}{\text{coût de l'offre}_y} \right)^{1.5} \cdot 5$$

4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

La notation du temps consacré pour l'exécution du marché se fera selon la méthode (ANNEXE T4. CROMP – Guide romand pour les marchés publics. Version du 1er mai 2020) suivante : en tenant compte de la moyenne des heures ou des jours proposés par les soumissionnaires pour exécuter le marché. Plus le soumissionnaire s'éloigne de la valeur moyenne, plus il sera mal noté. L'adjudicateur fixe de part et d'autre de la moyenne un pourcentage (- 5% à + 10%) à partir duquel le nombre d'heures ou jours proposé par un soumissionnaire recevra une note dégressive. La note 0 est attribuée à un nombre d'heures ou de jours qui est au-delà d'un certain pourcentage (- 30% à + 60%) de part et d'autre de la moyenne. Le nombre d'heures moyen peut être estimé par l'adjudicateur ou tiré de la moyenne des heures ou jours offerts par les soumissionnaires pour autant que ceux-ci soient au minimum cinq.



Notation du temps consacré sur une échelle de 0 à 5 (Guide romand pour les marchés publics, annexe T4).

4.12 Comité d'évaluation à compléter cas échéant

L'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation. Il est composé des membres suivants :

M./Mme	Nom et Prénom	Titre, fonction, profession
M.	Alexandre Gillioz	Responsable technique eaux-énergies, ALTIS
M.	Pierre-André Gard	Responsable eau – chaleur – habitat, ALTIS
Mme	Mirja Nicollier	<i>mch</i> -consultants – BAMO
M.	Christophe Higy	<i>mch</i> -consultants – BAMO

Suppléant(s) :

M./Mme	Nom et Prénom	Titre, fonction, profession
M.	Michel Cherix	Directeur réalisation

Récusation

Les soumissionnaires qui entendent user de leur droit de récuser un ou plusieurs des membres de la commission sont tenus d'en faire la demande motivée, auprès de l'adjudicateur, à réception du cahier des charges.

4.13 Modifications de l'offre

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. À l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmis à l'adjudicateur.

4.14 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur

L'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas en question la nature du marché et plus de 20% de l'importance du marché, voire que cela ne porte que sur des questions de détail ou d'aspects secondaires. Si cette modification intervient avant le dépôt de l'offre, l'adjudicateur indiquera, si nécessaire, le nouveau délai pour le dépôt de l'offre. Si cette modification intervient après le dépôt de l'offre, il veillera à ce que tous les soumissionnaires soient mis à pied d'égalité et possèdent un délai suffisant pour répondre à la demande. Le cas échéant, il veillera à donner ces modifications dans une même mesure et dans le même délai à tous les soumissionnaires.

En cas de modification mineure et de peu d'importance, l'adjudicateur peut aussi ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais il émettra des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui devront encore faire l'objet d'une discussion au niveau contractuel.

Si les modifications du cahier des charges remettent fondamentalement en question le bien-fondé de l'appel d'offres, il procédera à une interruption et à un renouvellement de la procédure. Le cas échéant, il informera les soumissionnaires de sa décision avec mention des voies de recours.

4.15 Interdiction des négociations

Jusqu'à et y compris la décision d'adjudication, l'adjudicateur ou ses représentants ne sont pas autorisés à procéder à une négociation des offres déposées, tant sur les prestations que sur les conditions du cahier des charges et les prix. Cette interdiction n'empêche néanmoins pas l'adjudicateur de procéder à une épuration des offres aux fins d'être en mesure de les comparer de manière objective. Si nécessaire, il peut inviter chaque soumissionnaire concerné à fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre, par écrit ou au travers d'une audition conformément au § 4.6 en page 21.

4.16 Contrôle et explications de l'offre

L'adjudicateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul peuvent être corrigées.

Un prix unitaire ou global manifestement trop bas doit être vérifié au préalable auprès du soumissionnaire concerné, notamment par le fait que ses prix n'ont aucun rapport avec ceux pratiqués habituellement ou avec ceux offerts par les autres soumissionnaires. Le soumissionnaire devra apporter tout justificatif utile à la compréhension de ses prix.

Si l'adjudicateur estime que les justificatifs apportés par le soumissionnaire démontrent clairement et de manière évidente que le soumissionnaire ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son entreprise, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion du soumissionnaire pour ce motif. Il en va de même dans le cas d'erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier.

Dans le cadre de la vérification des prix auprès du soumissionnaire, l'adjudicateur prendra également une décision d'exclusion si le soumissionnaire annonce fermement et de manière définitive une modification de ses prix.

4.17 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales

L'adjudicateur exclut les offres qui ne remplissent pas les conditions de recevabilité ou les critères d'aptitude fixés ou, en cas de notation des critères et sous-critères d'aptitude/d'adjudication, les offres qui n'ont pas reçu au moins la note minimale exigée par l'adjudicateur pour un critère (cf. § 4.7 en page 22).

Si l'adjudicateur a défini un plafond maximal des coûts pour ce marché et l'a consigné par écrit (enveloppe cachetée) avant l'ouverture des offres, l'adjudicateur se réserve le droit d'exclure les offres qui sont au-dessus du montant annoncé, ceci après vérification mathématique des offres.

Si l'adjudicateur constate qu'aucune offre ne remplit les exigences précitées, il exclut les différentes offres et rend une décision d'interruption de la procédure. Cette situation exceptionnelle peut justifier une adjudication de gré à gré en application d'une clause d'exception. Cas échéant, il choisit librement l'entreprise avec laquelle il procède de gré à gré. Il fait alors en sorte de choisir une entreprise qui est à même de remplir les mêmes exigences minimales que la procédure d'appel d'offres. Il peut également lancer une nouvelle procédure de mise en concurrence.

4.18 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux soumissionnaires qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable. Chaque soumissionnaire recevra en sus un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les notes de l'adjudicataire et de tous les soumissionnaires dont l'offre n'a pas été exclue.

4.19 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout soumissionnaire qui n'est pas l'adjudicataire du marché peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son offre. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du soumissionnaire.

Sur demande d'un soumissionnaire, l'adjudicateur lui fournira dans les 5 jours les motifs principaux qui l'ont conduit à ne pas lui adjuger le marché.

4.20 Voies de recours

Le soumissionnaire est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- i. L'appel d'offres (à compter de la date de la publication) et son contenu (dès la date de sa mise à disposition).
- ii. La décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification).
- iii. La décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification).
- iv. La décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure).
- v. La décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification).
- vi. La décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification).
- vii. La décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification).
- viii. La décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente soit la Cour de droit public du Tribunal cantonal, rue Mathieu-Schiner 1, case postale 2203, 1950 Sion 2 dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision.

Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office, ou sur demande du recourant, par l'autorité de recours.

4.21 Conclusion du contrat suite à la décision d'adjudication

Les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour l'adjudication. Les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et, le cas échéant, sur les propositions d'optimisation émises dans le cadre de la procédure. Une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à conclure le contrat avec l'adjudicataire. Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel.

5. ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE

En signant la page de garde et en déposant leur offre, tous les membres d'un soumissionnaire certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve.

Le soumissionnaire peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de l'offre.

Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a) Il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité.
- b) Il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse(-nt) vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur).
- c) Il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant.
- d) Il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores.
- e) Il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires.
- f) Il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité.
- g) Il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres.
- h) Il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes clés, le soumissionnaire a pris

note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié.

- i) Il confirme qu'il ne fait pas l'objet d'une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel.
- j) Il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres soumissionnaires sous la forme d'un tableau récapitulatif.
- k) En cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur et par l'intermédiaire d'un établissement bancaire ou d'assurance, des garanties financières et techniques. La garantie délivrée par un organisme étranger doit être de portée équivalente à celle que délivrent les organismes suisses et doit pouvoir être sollicitée auprès d'une représentation ayant son siège en Suisse.
- l) Il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant.
- m) Il respecte les exigences relatives à la directive MSST (directive CFST 6508) en matière de personnel spécialisé (PERCO et Ingénieur sécurité selon l'importance et le type d'entreprise), ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant.
- n) En cas d'adjudication et selon le type de marché, il fournira un plan d'hygiène et de sécurité (PHS) qui respecte la législation en vigueur en matière de protection de la santé et sécurité au travail.
- o) Il acceptera de suivre, le cas échéant, les directives et instructions du coordonnateur santé et sécurité désigné par le maître de l'ouvrage.
- p) Il créera une société simple selon le Code des Obligations et/ou le contrat de société SIA 1001:2020 s'il y a une association de mandataires, un consortium d'entreprises ou de fournisseurs. Le cas échéant, il fournira également, sur demande, l'organigramme opérationnel qui définit les liens hiérarchiques et la répartition des responsabilités entre partenaires co-solidaires.
- q) Il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat.
- r) En remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis.
- s) Il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques.

- t) Il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence.
- u) Il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.

Contrôle du document

Contenu :	Dossier d'appel d'offres, règlement de la procédure
Objet :	Prestations d'ingénierie process et génie civil Coordination générale, technique et spatiale Réhabilitation de la station de production d'eau potable des Ruinettes
Référence(s) :	Guide Romand pour les marchés publics, édition du 1.5.2020 mise à jour le 1.3.2021 Norme SIA 144:2013 Norme SIA 101:2020 Norme SIA 103:2020 Norme SIA 108:2020
Auteur(s) :	<i>mch</i> -consultants
Date :	mercredi 23 juin 2021
Nom du fichier :	UFRU_99_AMO_V1 reglement ingenierie coordination
Statut :	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Pour validation <input checked="" type="checkbox"/> Validé
Validé par :	<input checked="" type="checkbox"/> ALTIS <input checked="" type="checkbox"/> <i>mch</i> -consultants
Distribution :	Soumissionnaire(s)

Versions & modifications du documents

Date	Version	Modifications
19.5.2021	1.0	Première rédaction et mise en forme
20.5.2021	1.0	Mise à jour et corrections
24.5.2021	1.0	Mise à jour et corrections / formulaires
23.6.2021	1.0	Finalisation